

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 AGEN

AGEN, le 14/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

BAREYRE S.A.S.

68 Rue de la Marine
B.P. N° 6
47520 Le Passage

Références : FP/SM/UbD24-47/2023/178
Code AIOT : 0005202237

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2023 dans l'établissement BAREYRE S.A.S. implanté 68, Rue de la Marine B.P. N° 6 47520 Le Passage. L'inspection a été annoncée le 04/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée afin de faire le point sur les suites ayant été données par l'exploitant suite aux constats réalisés lors de la visite précédente datant du 19/11/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAREYRE S.A.S.
- 68, Rue de la Marine B.P. N° 6 47520 Le Passage
- Code AIOT : 0005202237
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de fabrication d'éléments de menuiserie (moulures et produits spéciaux) à partir de bois brut non traité, autorisée par arrêté préfectoral n° 93-2023 du 6 août 1993. le site comprend un bâtiment principal regroupant les activités de sciage, de fabrication des moulures, de stockage... Des équipements extérieurs tels que silos, cyclofiltres sont également présents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suites données à la visite du 19 novembre 2020 (dont situation administrative, prévention des pollutions, déchets, bruit, risque incendie/explosion/foudre).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	FNC5	FNC5 du 19/11/2020.	FNC5	Lettre de suite préfectorale	12 mois
7	FNC7	FNC7 du 19/11/2020.	FNC7	Lettre de suite préfectorale	
12	FSMD1	FSMD1 du 19/11/2020	FSMD1	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	FNC1/OBS1	FNC 1/OBS1 du 19/11/2020	FNC1/OBS1	Sans objet
2	FNC2	FNC2 du 19/11/2020.	FNC2	Sans objet
3	FNC3	FNC3 du 19/11/2020	FNC3	Sans objet
6	FNC6	FNC6 du 19/11/2020	FNC6	Sans objet
8	FNC8	FNC8 du 19/11/2020	FNC8	Sans objet
9	FNC9	FNC9 du 19/11/2020	FNC9	Sans objet
10	FNC10	FNC10 du 19/11/2020	FNC10	Sans objet
11	FNC11	FNC11 du 19/11/2020	FNC11	Sans objet
13	FSMD2	FSMD2 du 19/11/2020	FSMD2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des non conformités identifiées lors de la visite du 19/11/2020 ont été traitées. Le traitement de certaines d'entre elles ont par contre mis en évidence de nouvelles non conformités notamment concernant le risque foudre ou les nuisances sonores.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC 1/OBS1			
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative			
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : FNC1 : L'exploitant n'a pas effectué auprès de la Préfète de Lot et Garonne (DDT - STDMI) la réactualisation de son positionnement par rapport à la nomenclature en vigueur conformément à l'article L.513-1 du Code de l'environnement. OBS1 : L'exploitant doit confirmer ou préciser les caractéristiques des installations telles que mentionnées dans le présent rapport et compléter les rubriques le cas échéant			
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : L'exploitant a transmis une actualisation de son classement ICPE au 17/12/20. Il n'y a pas eu d'évolution depuis selon les déclarations en séance de l'exploitant. Le site relève ainsi des rubriques suivantes :			
Rubriques	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques ou volume autorisé	Régime*
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées ailleurs de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW (= E) 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (= D)	Puissance des machines 810 kW	E
1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ . (A) 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)	Volume stocké : 1500 m ³	D
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, (dépôt de)	Volume stocké : 6 m ³	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW (DC)	Puissance maximale des machines = 17,5 kW	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1	Quantité présente : 1 tonne (1 cuve de 1 m ³ de GNR)	NC

	000 t au total 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i>		
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ (E) 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (DC) Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation	Volume annuel distribué : 6 m ³	NC

* : E (Enregistrement), D (Déclaration) ou N C (Non Classé).

Un dossier relatif à ce classement a été proposé à la signature de monsieur le Préfet.

Le FNC1 et OBS1 sont levés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : FNC2

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la neutralisation en bonne et due forme de l'ancienne cuve enterrée de GNR.
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : La cuve de fioul en question a été vidangée, nettoyée, dégazée et neutralisée (apport de perlite), le 04/03/22 par les Établissements Rieux (47 Boé). La facture et le certificat de neutralisation ont été présentés à l'inspection. Le FNC2 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : FNC3

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : Les moyens et les modes d'intervention appropriés aux risques liés à l'activité du site n'ont pas été déterminés en accord avec le SDIS et communiqués à l'inspection des installations classées
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Depuis l'inspection de 2020, les pompiers du Passage procèdent à un exercice d'entraînement annuel sur le site. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que le prochain exercice (machine à fumée simulant un départ de feu) était justement prévu le soir même . Le débit retenu selon la méthode D9 pour les besoins en eau relatifs à la défense extérieure contre l'incendie est de 60 m3/h. Un poteau incendie est présent en entrée du site côté rue de la marine ; selon les informations fournies par le service technique de l'agglo d'Agen son débit est de 120 m3/h sous 1 bar. Un deuxième poteau est présent à environ 270 m au niveau de la rue Hélène Boucher. Le site dispose par ailleurs des moyens internes de lutte contre l'incendie suivants : - 2 RIA , - 41 extincteurs (portatifs, ou sur roues). Ces dispositifs sont matérialisés sur un plan du site et font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière vérification a eu lieu le 20/03/23 pour les extincteurs et le 15/03/22 pour les RIA (la prochaine étant prévue en octobre 2023). L'exploitant a fourni un devis validé daté du 20/07/23 pour le remplacement des 6 extincteurs identifiés « hors service » lors du dernier contrôle. Le FNC3 est levé. Le document intitulé "plan d'intervention" devra être actualisé notamment au regard de l'emplacement erroné d'un des 2 RIA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : FNC5

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : L'exploitant doit organiser des exercices, à périodicité minimale d'un an, pour le personnel appelé à intervenir en cas d'accident ou d'incident. Ces exercices consistent à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution des diverses tâches prévues par le règlement général de sécurité ou document unique. Les dates et les thèmes de ces exercices doivent faire l'objet d'une analyse sur les points d'amélioration éventuels à mettre en place. Ceci doit être consigné dans un registre prévu à cet effet.

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

Une formation relative à la manipulation des extincteurs a été dispensée par la société AAS le 30/11/2020.

L'attestation correspondante fait état d'un exercice sur les classes de feu AB et de l'utilisation d'extincteurs sur simulation de flamme, et elle mentionne la liste des participants ayant suivi cette formation. Une nouvelle formation délivrée par AAS est prévue en octobre 2023.

D'autres sensibilisations au risque incendie ont été délivrées en interne depuis, sans avoir été formalisées par écrit.

L'exploitant a indiqué vouloir mettre à profit l'exercice annuel des pompiers du Passage, dont le prochain (simulation d'un départ de feu) est prévu sur le site le soir même de cette visite, pour procéder à l'entraînement des employés concernant les réflexes à avoir en cas de départ de feu (ces derniers n'étant, sauf nécessité inhérente à leur fonction, pas informés de l'exercice en question).

Par ailleurs, l'exploitant a identifié 2 employés (1 déjà en poste et une future recrue pompier volontaire) qui seront notamment chargés d'organiser annuellement des sensibilisations « incendie » entre chaque formation plus officielle dispensée par un organisme spécialisé mais à fréquence plus espacée (triennale vraisemblablement).

Le FNC5 est levé.

L'exploitant devra tracer et documenter les formations/sensibilisations effectuées en interne (mention sur le registre sécurité, description des thématiques/actions, liste des participants...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : FNC6

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX

Prescription contrôlée :

Rappel constats du 19/11/20 :

L'exploitant n'a pas déterminé le zonage "ATEX" sur son établissement. Ces zones, susceptibles de créer une atmosphère explosive due à leur concentration en poussières, sont repérées sur un plan

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

Une étude ATEX du site a été réalisée le 30/12/20 avec l'appui de la société XIA (40 280 - St Pierre du Mont).

L'intérieur de la partie cyclofiltres, du silo avec son mini cyclone et des bennes ont été identifiées comme zone 20 ATEX (zone où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air, en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment) ; ces zones sont identifiées in situ par un affichage idoine.

Le FNC6 est levé.

Le risque d'explosion n'a cependant pas été retenu sur le site au regard de la conformité à la réglementation ATEX des installations concernées et de la maintenance liée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : FNC7

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : L'Analyse du risque foudre n'a pas été réalisée
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Une analyse du risque foudre a été réalisée le 25/02/21. Le FNC7 est levé. Au vu du compte rendu de cette ARF et conformément à l'article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010, une étude technique foudre a été réalisée le 09/02/23 et un premier devis a été demandé par l'exploitant afin de chiffrer les travaux préconisés par l'étude technique foudre. Toutefois devant le montant important devant être engagé (environ 20 kE), l'exploitant souhaite faire réaliser d'autres devis. L'exploitant devra fournir à l'inspection un échéancier de la réalisation des travaux préconisés par l'étude technique foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : FNC8

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : Certains produits potentiellement polluants ne sont pas mis sous rétention
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : L'exploitant s'est équipé de bacs de rétention notamment pour la cuve de GNR et les bidons d' « huile de glisse bois » utilisée pour la lubrification et la protection des machines à bois. Aucun autre produit potentiellement polluant sans rétention n'a été observé lors de la visite. Le FNC8 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : FNC9

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020, article FNC9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : Les déchets considérés comme bois brut et éliminés comme tels peuvent contenir quelques déchets provenant de panneau médium
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Compte tenu de la faible quantité que représentaient les déchets de médium (1% de l'ensemble déchets bois), et du coût qu'engendrerait la séparation des déchets de médium des déchets de bois brut, ainsi que leur élimination dans les filières agréées, l'exploitant a indiqué avoir renoncé au travail du médium et recourir désormais à la sous-traitance pour les éléments en médium. Les quelques panneaux de médium nécessaires arrivent sur le site prêt à l'emploi et sont incorporés dans le process sans nouvelles découpes. Le FNC9 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : FNC10

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des produits
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : Présence de plusieurs contenants dont le contenu n'est pas précisément identifié
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Tous les récipients « pirates » ont été identifiés selon l'exploitant. Il n'a pas été constaté la présence de produits potentiellement polluants non identifiés le jour de la visite. Le FNC10 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : FNC11

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de bois en plein air
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : Présence de piles de bois ne respectant pas les distances d'éloignement vis-à-vis des clôtures grillagées du site.

Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Les piles de bois en plein air ont été éloignées du grillage et un nouveau stockage abrité a été mis en place contre le bâtiment existant. Les stockages de bois en plein air respectaient les hauteurs et distances d'éloignement prescrites à l'article 51 de l'arrêté préfectoral du 06/08/93 le jour de la visite. Le FNC est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : FSMD1

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : L'exploitant doit faire réaliser un contrôle de la situation acoustique du site
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Un contrôle acoustique a été réalisé le 16/03/21 par l'APAVE. Selon le compte rendu correspondant, les niveaux en limite de propriété et les émergences sont non conformes sur chacun des points de mesures : - Point1 : Niveau limite de 61,5 dB(A) au lieu de 55 max/ émergence 8 dB(A) au lieu des 3 max ; - Point2 : Niveau limite de 60 dB(A) au lieu de 55 max/ émergence 15 dB(A) au lieu des 3 max ; - Point3 : Niveau limite de 65,5 dB(A) au lieu de 55 max/ émergence 17 dB(A) au lieu des 3 max ; - Point 4 : Niveau limite de 58 dB(A) au lieu de 55 max/ émergence 16,5 dB(A) au lieu des 3 max . Ces non-conformités proviennent principalement du fonctionnement des cyclofiltres et de la circulation des charriots élévateurs. L'exploitant a indiqué à ce sujet avoir prévu de remplacer progressivement ses charriots élévateurs thermiques par des charriots électriques (d'ores et déjà fait pour un des trois charriots). L'atelier a également été équipé de portes à ouverture automatique . Une réorganisation de l'activité sur 4 jours au lieu de 5 depuis février 2023 permet aussi de réduire les nuisances sonores. Les activités se déroulent ainsi les lundi et mardi de 7h30 à 16h30 et les mercredi et jeudi de 7h30 à 17h00, le vendredi étant désormais consacré aux opérations de maintenance. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir fait récemment l'acquisition de la maison la plus proche, située à l'angle entre la rue de la marine et l'impasse de la marine et a précisé que la plupart des maisons avaient été construites postérieurement à son site. L'exploitant devra faire procéder à de nouvelles mesures acoustique afin d'évaluer le gain sonore suite aux diverses actions qu'il aura mis en place pour réduire les nuisances sonores.
Observations : Il est à noter que les mesures acoustiques ont été réalisées selon les modalités de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, or le site relève de l'arrêté ministériel du 20/08/1985. L'exploitant est conscient de la problématique inhérente à la situation de son site enclavé au milieu d'une zone résidentielle. Il n'exclut pas un futur déménagement si une opportunité dans le secteur de l'agenais se présente et des aides financières sont obtenues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire : Autre du 19/11/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Rappel constats du 19/11/20 : L'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie des bordereaux d'élimination des plaques en fibrociment amiantées dans une filière adéquate
Constats : Suites données par l'exploitant et nouveaux constats : Les plaques en fibrociment ont été éliminées le 19/01/21 (2,66 tonnes d'amiante liée/fibrociment (code déchet 170605*) repris par la société Jugazan Environnement Service (33 420) selon BSD fourni par l'exploitant. Le FSMD2 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet